



ESA, on a tout essayé mais on va continuer !

La lutte engagée depuis plus d'un mois par les étudiants et les salariés de l'Ecole Spéciale d'Architecture (ESA) se heurte à un mur. La direction persiste en effet dans une fuite en avant qui menace désormais expressément l'école, ses enseignements, les étudiants et les personnels.

Que les étudiants occupent l'école ; que la communauté éducative toute entière se manifeste et pétitionne ; que la CGT-Culture interpelle très officiellement le directeur de l'ESA sur cette affaire abracadabrantesque ; que des délégations soient reçues, à notre demande, par le cabinet de la ministre de la culture et de la communication et celui de la ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ; que la ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur diligente une inspection générale ; que la presse et des élus s'emparent de ce dossier ; que l'inspection du travail établisse des procès-verbaux sans aucune ambiguïté...

RIEN N'Y FAIT !

La direction de l'école maintient sa décision de licencier à toute force neuf salariés sur le fondement d'un motif économique parfaitement fallacieux et dans le cadre d'une procédure entachée de nombreuses irrégularités, à commencer par celle qui consiste à licencier des salariés protégés au titre leur mandat syndical ou de leur candidature aux élections professionnelles.

Comme si cela ne suffisait pas et dans le même temps, la direction ne fait l'économie d'aucune manœuvre et ne recule devant aucune contravention à la loi pour empêcher l'organisation des élections au comité d'entreprise et des délégués du personnel. Cette direction de combat refuse catégoriquement tout dialogue social.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'il soit devenu quasiment impossible de discuter de la situation de l'école, de sa crise de gouvernance, de la nécessité de réformer son statut et ses instances, de l'obligation de repenser le projet pédagogique et le positionnement de l'ESA dans le paysage national et international de l'enseignement de l'architecture.

Et que dire de notre revendication forcément la plus urgente : la réintégration de tous les salariés injustement licenciés ? ! La direction entend aller jusqu'au bout car elle s'oppose activement au fait syndical et récuse le débat démocratique et la transparence pourtant indispensables à une institution moderne et qui doit impérativement aller de l'avant.

On le voit, la direction de l'ESA porte une très lourde responsabilité : celle de s'entêter dans une stratégie qui conduit au pire. Il appartient désormais aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités et de faire entendre raison à cette direction disqualifiée.

Paris, le 11 mai 2015